
Europhiles ou eurosceptiques ?

Les attitudes des citoyens européens à l'égard de l'Union économique et monétaire et de la monnaie unique

Europhiles or Eurosceptics?

The attitudes of European citizens concerning the Economic and Monetary Union and the single currency

Alban Versailles, Virginie Van Ingelgom ¹

Résumé – La question du soutien des citoyens à la monnaie unique européenne est cruciale. La nature même de l'euro rend sa légitimité et son existence dépendantes du niveau de soutien politique et populaire dont il bénéficie. De plus, dans un contexte marqué par la crise économique récente, les questions de la légitimité et de l'avenir même de la monnaie unique sont devenues particulièrement saillantes. Face à ce constat, il est étonnant de noter que peu de travaux se sont attelés à l'étude des attitudes des citoyens à l'égard de l'euro. L'objectif de cet article est donc de combler ce manque. Il entend étudier le niveau de soutien des citoyens à l'euro et son évolution dans le temps, ainsi qu'identifier les facteurs permettant d'expliquer ce soutien. Pour ce faire, les trois approches théoriques classiques expliquant le soutien des citoyens à l'intégration européenne en général sont considérées : l'approche utilitariste, l'approche identitaire et l'approche des proxies. Ceci différencie ce travail de la majorité des études existantes qui considèrent uniquement les facteurs économiques pour expliquer le soutien à l'euro. Les données de l'enquête Eurobaromètre de mai 2017 sont mobilisées afin de tester ces trois approches. Les résultats des modèles de régression logistique soulignent la pertinence de ces trois courants théoriques pour expliquer le soutien des citoyens à la monnaie unique. De plus, il est intéressant de noter que les mécanismes du soutien ne sont pas totalement similaires si l'on compare les individus

1. Alban Versailles est doctorant à l'Université Catholique de Louvain à l'Institut de Sciences Politiques Louvain-Europe et boursier FRESH du F.R.S.-FNRS. Virginie Van Ingelgom est chercheuse qualifiée du F.R.S.-FNRS à l'Institut de Sciences Politiques Louvain-Europe, professeure à l'Université Catholique de Louvain et chercheuse associée au Centre d'études européennes de Sciences Po Paris.

dans la zone euro avec ceux qui n'en font pas partie. Enfin, l'analyse longitudinale confirme que la crise a eu un effet différencié sur le soutien des citoyens européens en fonction de leur appartenance ou non à la zone euro. Au sein de celle-ci, le soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro reste élevé malgré la crise économique et monétaire.

Mots clés : intégration européenne, monnaie unique, Union économique et monétaire, soutien citoyen, crise de l'eurozone

Abstract – Public support for the European single currency is crucial. Due to its very nature, the euro's legitimacy and survival are dependent on the degree of political and public support it benefits from. Moreover, in the context of the recent economic and monetary crisis, the issue of the legitimacy and the future of the single currency have become particularly salient. Yet, only a few works have studied citizens' attitudes towards the euro. The goal of this article is to fill this gap. It intends to study the degree of public support for the euro and its evolution over time, as well as to analyze the factors explaining this support. In order to do so, three classical theoretical approaches explaining citizens' support for European integration are considered: the utilitarian approach, the identity approach, and the proxies approach. Considering these three approaches simultaneously distinguishes our article from previous studies that consider only economic factors when explaining support for the euro. Data from the May 2017 Eurobarometer survey are used to test the three approaches. The results from models of logistic regressions highlight the relevance of all three theoretical approaches in explaining public support for the single currency. Moreover, it is worth noting that the support mechanisms are not quite the same when comparing individuals from the eurozone to people outside the eurozone. Finally, the longitudinal analysis confirms that the crisis has had a differentiated impact on the level of support of European citizens according to whether they belong to the euro area or not. Within it, support for the Economic and Monetary Union and the euro remains high despite the economic and monetary crisis.

Keywords: European integration, single currency, Economic and Monetary Union, public support, eurozone crisis.

JEL codes: E02, E71, F45

L'hypothèse d'une déconstruction européenne prend un peu plus de vraisemblance à chaque nouvelle « crise » européenne, fût-elle économique, financière, migratoire, démocratique ou monétaire. Les difficultés graves rencontrées aujourd'hui par le projet européen amènent par là à (re)considérer la question du soutien à l'intégration européenne. La crise économique et monétaire invite quant à elle à poser en particulier la question de l'état du soutien à la monnaie unique de la part des citoyens européens. En effet, si le projet de monnaie unique est sans nul doute l'un des projets les plus aboutis sur le plan de l'intégration européenne, qu'en est-il du soutien des citoyens européens à l'euro ? Suite à la crise économique et monétaire, les citoyens européens sont-ils devenus plus sceptiques quant au choix d'adopter ou de conserver la monnaie unique européenne ? Ou soutiennent-ils (toujours) l'euro ?

Avant de répondre à ces questions, il faut tout d'abord noter que les études portant spécifiquement sur le soutien des citoyens à la monnaie unique restent relativement peu nombreuses (Risse, 2003 ; Hobolt et Leblond 2009 ; Banducci *et al.*, 2009 ; Roth *et al.*, 2016, Belot et Van Ingelgom, 2015) – comparativement aux études portant sur le soutien à l'intégration européenne dans son ensemble². Ce qu'il est convenu d'appeler l'euroscepticisme – à savoir le rejet de l'intégration européenne ou d'une de ses dimensions par les citoyens européens³ – a été très peu étudié dans sa dimension européenne. De ce point de vue, on peut en effet se demander à quel point une des dimensions de la crise européenne ne réside pas spécifiquement dans les connaissances académiques des disciplines sœurs (science politique, sociologie politique) sur ces questions économiques tant les études européennes apparaissent reléguées aux marges du débat intellectuel dans ce domaine. En effet, et malgré la vigueur de la crise monétaire, il est remarquable que les études européennes se soient si peu saisies de la question du soutien à l'euro, laissant sans doute les frontières disciplinaires marquer leur territoire, et laissant par là même cet objet à l'économie. Ce texte vise précisément à combler cette lacune.

Mais pourquoi étudier le soutien des citoyens européens à l'Union économique et monétaire et en particulier à la monnaie unique ? La réponse semble évidente : le soutien citoyen joue un rôle important dans le maintien de l'euro. En effet, ce qui assure la pérennité de l'Union économique et monétaire (UEM), c'est bien la volonté politique de faire perdurer la monnaie unique (Roth *et al.*, 2016). De ce point de vue, le soutien des citoyens à l'euro constitue le ciment de l'Union économique et monétaire dans la mesure où sa légitimité réside ultimement dans la confiance qu'accordent les citoyens à cette monnaie unique. Si la question du soutien à la monnaie a été relativement peu posée pour les monnaies nationales établies comme la livre ou le dollar américain, la question est importante pour la monnaie unique européenne dont l'actualité récente ne cesse de rappeler que sa pérennité est tout sauf évidente. Elle est importante car la monnaie unique est aussi un objet du quotidien, et surtout un symbole de l'intégration européenne et l'incarnation d'un européanisme banal à l'image du drapeau européen⁴. Dès lors, la relative absence d'intérêt des études européennes pour la question du soutien citoyen à l'euro peut et doit surprendre.

Cet article propose donc d'étudier les attitudes des citoyens vis-à-vis de l'euro ainsi que les principaux facteurs permettant d'expliquer ces attitudes.

2. Nous reviendrons sur cette littérature dans la troisième partie de ce texte. Pour un aperçu plus large, nous renvoyons le lecteur au chapitre théorique de l'ouvrage *Integrating Indifference* (Van Ingelgom, 2014).
3. La littérature portant sur l'euroscepticisme constitue aujourd'hui un champ bien établi des études européennes (voir notamment Brack, 2018 ; Brack et Startin, 2015 ; Costa, Roger et Saurugger 2008 ; Duchesne *et al.*, 2013 ; Vasilopoulou, 2013).
4. La notion d'européanisme banal, mobilisée notamment par Laura Cram (2009), renvoie au concept de « banal nationalism » tel que développé par Michael Billig. En développant ce concept, Michael Billig veut élargir la notion de nationalisme à un ensemble de comportements banaux de notre quotidien, qui nous rappellent toujours notre appartenance à notre nation, de manière plus ou moins consciente (Billig, 1995). À noter que Sophie Duchesne travaille à la traduction de cet ouvrage classique en français. Cette traduction sera complétée par une introduction de Sophie Duchesne et paraîtra en 2018 aux Presses universitaires de Louvain.

Il s'agit alors de saisir les mécanismes de soutien à la monnaie unique et les effets possibles de la crise économique et monétaire sur ceux-ci. En effet, s'il est pour l'heure très difficile de prévoir de quelle manière les transformations présentes affecteront durablement les attitudes des citoyens à l'égard de la monnaie unique, on peut néanmoins dégager des pistes de réflexion quant aux conséquences de la crise sur le soutien des citoyens européens à la monnaie unique. Le présent article se décompose en deux parties. La première partie vise à retracer empiriquement l'évolution du soutien des citoyens européens à la monnaie unique de 1992 à 2017 en vue de montrer en quoi elle suit l'évolution de l'histoire même de l'Union économique et monétaire. Cette première partie, avant tout descriptive, vise également à évaluer l'impact de la crise économique et monétaire sur le soutien à l'euro pour les citoyens européens, membres et non-membres de la zone euro. Ensuite, la deuxième partie du texte pose la question de savoir qui soutient l'euro et pourquoi. À l'aide d'une analyse de régression portant sur les données du dernier Eurobaromètre⁵ réalisé en 2017, les hypothèses utilitaristes, identitaires et de *proxies* sont présentées et testées. Ces résultats sont enfin discutés empiriquement et théoriquement en vue d'en saisir la portée en termes de légitimité politique du projet d'intégration européenne, et en particulier de sa dimension monétaire.

1 ÉVOLUTION DU SOUTIEN À LA MONNAIE UNIQUE EUROPÉENNE : UNE HISTOIRE DIFFÉRENCIÉE

Cette première partie vise à retracer l'évolution du soutien à la monnaie unique depuis sa création. Pour mesurer le soutien envers la monnaie unique et son évolution dans le temps, une question posée chaque semestre dans les Eurobaromètres est mobilisée dans le cadre de ce texte. Cette question concerne l'appréciation de l'euro en demandant aux répondants de se positionner pour ou contre une union économique et monétaire européenne avec une monnaie unique, l'euro⁶. Cette question a été mobilisée par la littérature en vue de mesurer les attitudes des citoyens européens à l'égard de la monnaie unique, en particulier en recourant à la mesure dite du « soutien net » (Banducci *et al.*, 2003, 2009 ; Kaltenthaler et Anderson, 2001 ; Roth *et al.*, 2016)⁷. De manière clas-

5. Les Eurobaromètres sont des enquêtes d'opinions réalisées plusieurs fois par an depuis 1974 à l'initiative de la Commission européenne. Dans le cas de l'Eurobaromètre standard, qui est celui que nous utilisons, deux éditions sont conduites par an lors desquelles environ 1000 personnes sont interrogées dans chacun des pays membres de l'UE ainsi que dans certains pays candidats à l'adhésion. Les répondants sont interrogés concernant leurs attitudes vis-à-vis de nombreux sujets politiques ou économiques, principalement en lien avec l'Union européenne.

6. Voici la formulation exacte de la question posée : *Quelle est votre opinion sur chacune des affirmations suivantes ? S'il vous plaît, dites-moi pour chaque déclaration, si vous êtes pour ou contre une union économique et monétaire européenne avec une monnaie unique, l'euro*. Réponses : Pour – Contre – Je ne sais pas.

7. D'autres chercheurs ont conduit des travaux similaires s'intéressant à l'attitude des citoyens vis-à-vis de la Banque centrale européenne. Dans ce cas, la mesure employée était cette fois la « confiance nette » (Roth *et al.*, 2014 ; Wälti, 2012).

sique, le soutien net est calculé en soustrayant le pourcentage de répondants se déclarant contre l'Union économique et monétaire avec une monnaie unique au pourcentage de ceux se déclarant pour l'euro (Gärtner, 1997, pp. 488-489). La catégorie des « ne sait pas » n'est donc pas directement prise en compte dans le calcul du soutien net⁸. Le graphique 1 présente l'évolution depuis 1992 jusqu'en 2017 du soutien net à l'euro pour l'Union européenne dans son ensemble et pour la zone euro 12 plus spécifiquement⁹. Le premier constat est évident : au cours de la période étudiée, le soutien net est toujours resté positif, le pourcentage de citoyens se déclarant favorables à la monnaie unique restant toujours supérieur à celui de ceux se déclarant défavorables.

Le graphique 1 permet néanmoins de distinguer assez nettement trois périodes distinctes tant dans le cas de l'Union européenne considérée dans son ensemble ainsi que pour la zone euro 12, correspondant bon an mal an à l'histoire de la monnaie unique.

Tout d'abord, on peut considérer qu'une première période s'étend du début des années 1990 jusqu'à l'introduction effective de la monnaie unique pour les citoyens à partir de 2002, année correspondant à la mise en circulation officielle de l'euro et où elle a donc cours légal pour l'ensemble des opérations monétaires et financières. Cette première période se caractérise tout d'abord par un déclin du soutien net à l'euro qui passe de 41,8 % en 1992 à 25,4 % en 1996 pour les répondants de la zone euro 12 et de 31,7 % à 14,4 % pour les homologues européens non-membres de la zone euro. Cette chute du soutien net est ensuite renversée puisqu'on assiste à une augmentation marquée du soutien net entre 1996 et le début des années 2000. Ainsi, si des réticences d'ordre politique voire psychologique auraient pu être attendues dans la mesure où un tel changement monétaire aurait pu susciter l'inquiétude voire l'incompréhension des citoyens, il semble que l'apprentissage de la monnaie unique ait été relativement aisé si l'on considère le soutien à l'euro. En effet, parmi les douze pays initialement membres de la zone euro, on constate qu'au moment où la monnaie unique arrive dans le porte-monnaie des Européens, le soutien net à la monnaie unique est supérieur à 50 % et très supérieur à son niveau à la signature du traité de Maastricht, en 1992. Cet engouement pour l'euro se retrouve tant dans les pays de la zone euro 12 qu'au sein des pays non-membres. L'euro remporte donc là un premier succès puisque la perspective de son arrivée est accueillie par un regain de soutien au projet d'Union économique et monétaire.

8. À la suite de Roth, Gros et Nowak-Lehmann (2016), le soutien net est calculé à partir de la formule suivante : $\text{Soutien net} = (\text{Pour} - \text{Contre}) / (\text{Pour} + \text{Contre} + \text{Ne sait pas})$. Dans la mesure où le pourcentage de répondants déclarant ne pas savoir fluctue dans le temps, cette mesure est plus appropriée pour rendre compte de l'évolution que la simple mesure du soutien, à savoir le pourcentage de « Pour ».

9. Soit l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, la Grèce (à partir de 2001), l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. Nous parlerons alors des pays de la zone euro 12. À noter que les données ne sont pas pondérées par la taille des pays.

Graphique 1. Évolution du soutien à l'euro, UE et zone euro 12 (1992-2017)



Note : Évolution du soutien net calculé en soustrayant le pourcentage de répondants se déclarant contre l'Union économique et monétaire à ceux se déclarant pour la monnaie unique.

Données : Eurobaromètre interactif, Commission européenne (calculs propres des auteurs).

S'ensuit une seconde période au cours de laquelle le soutien net moyen européen reste relativement stable entre 2002 et 2007, le soutien net avoisinant les 50 % dans la zone euro et les 30 % dans l'UE dans son ensemble. Avec la crise économique et monétaire, la moyenne du soutien net au sein de l'UE connaît un déclin marqué passant de 34,8 % en 2007 à 8,5 % en 2013. De manière significative, au sein de la zone euro 12, au cours de la même période, on enregistre au contraire seulement une légère diminution du soutien net entre 2007 (48,5 %) et 2013 (36,0 %). Le niveau enregistré en 2013, au moment où les effets de la crise économique et monétaire se font pleinement ressentir, n'est de plus pas inférieur au soutien dont bénéficiait l'euro parmi les citoyens de la zone euro 12 avant sa mise en circulation.

Enfin, la dernière période, soit depuis 2013, est marquée par une augmentation du soutien net, tant au sein de la zone euro 12 que pour l'UE dans son ensemble. En effet, la moyenne pour les pays de la zone euro 12 passe de 36 % en 2013 à 53,5 % en 2017 alors que ce pourcentage augmente de 8 % en 2013 à 25,6 % en 2017 pour l'ensemble des pays de l'UE.

À la lecture de l'évolution générale du soutien net à l'euro, la crise économique et monétaire semble avoir eu un effet sur le soutien à la monnaie unique mais cet effet est différencié. L'évolution générale présentée renferme en effet des niveaux d'inégale intensité, au sein des pays membres et non-membres de la zone euro principalement, mais aussi plus généralement entre pays de la zone euro. Le tableau 1 propose de regarder pays par pays les niveaux de

soutien net à la monnaie unique en 2007 et en 2017, permettant par là même d'étudier l'impact de la crise économique et monétaire sur le soutien net au niveau agrégé.

Avec un soutien net de 73,8 %, le Luxembourg apparaît comme le pays manifestant le niveau de soutien le plus ferme à la monnaie unique en 2017 suite à la crise économique et monétaire, juste devant l'Irlande enregistrant un soutien net de 72,4 %. L'Estonie, la Slovaquie, la Slovénie, Malte, la Lettonie et l'Allemagne se situent également à un niveau de soutien très élevé (entre 63 % et 68 %). À l'inverse, le Danemark, la Pologne, la Suède, la République tchèque et le Royaume-Uni enregistrent quant à eux un soutien net très nettement négatif oscillant entre -28,5 % et -57,4 %.

Le tableau 1 corrobore également l'évolution présentée dans le graphique 1 dans la mesure où il fait apparaître entre 2007 et 2017 un renforcement du soutien net dans une majorité de pays de la zone euro. Au sein de la zone euro, font exception à ce mouvement général d'adhésion renforcée à l'euro suite à la crise économique et monétaire la Belgique, la Finlande, l'Irlande et l'Italie. En France, le soutien net à l'euro n'a pas du tout progressé ni régressé au cours de la dernière décennie.

Le tableau 1 permet de mettre en évidence que l'impact de la crise a été très différencié en fonction des pays. En effet, si l'on distingue les 12 pays membres de la zone euro en 2007 des pays non-membres de la zone, on peut constater que la crise n'a eu qu'un effet très limité sur le soutien à la monnaie unique des répondants des pays de la zone euro, en ce compris les pays les plus fortement touchés, à savoir l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

A contrario, le soutien à l'euro a connu un très net déclin dans les pays non-membres de la zone euro. Cette dernière observation est encore plus évidente lorsqu'on considère le soutien net enregistré au sein des pays non-membres de la zone euro 19 en 2017, le soutien net perdant 41 % entre 2007 et 2017. En particulier, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, la Pologne, la Suède et la République tchèque enregistrent une baisse du soutien net supérieur à 35 % suite à la crise. Ainsi, s'il y a eu une nette érosion du soutien à la monnaie unique parmi les citoyens européens, celle-ci s'est principalement opérée parmi les citoyens des États non-membres de la zone euro 12 et 19, les citoyens de la zone euro restant fidèles à l'Union économique et monétaire, et ce malgré les turbulences de la crise économique et monétaire. Qu'on opte pour une interprétation de l'ordre du choix rationnel ou relevant des théories de la socialisation politique, ce résultat est intéressant puisqu'il laisse penser que ceux qui utilisent la monnaie européenne sont également ceux qui soutiennent l'Union économique et monétaire. Mais le font-ils suite à un calcul de coût-bénéfice – et donc parce qu'ils en profitent quotidiennement – ou le font-ils parce que la monnaie unique est devenue un objet du quotidien, vecteur d'un européanisme banal ? La section suivante répond à cette question en s'interrogeant sur les déterminants individuels du soutien à la monnaie unique.

**Tableau 1. Soutien à l'euro et crise économique et monétaire,
par pays, 2007 et 2017**

Pays	Soutien net 2007	Soutien net 2017	Différence
Allemagne	48,2	65,3	17,1
Autriche	39,7	40,3	0,6
Belgique	68,4	57,2	-11,2
Bulgarie	45,6	-8,1	-53,7
Chypre	5,8	24,6	18,8
Croatie	42,4	5,2	-37,2
Danemark	11,1	-37,5	-48,6
Espagne	40,2	54,7	14,5
Estonie	11,1	68,3	57,2
Finlande	63,6	57,6	-6
France	47,7	47,7	0
Grèce	-5,8	32,1	37,9
Hongrie	41,2	12,2	-29
Irlande	79,0	72,4	-6,6
Italie	42,6	26,8	-15,8
Lettonie	5,3	62,6	57,3
Lituanie	17,1	34,4	17,3
Luxembourg	64,0	73,8	9,8
Malte	38,6	63,8	25,2
Pays-Bas	56,4	60,8	4,4
Pologne	17,0	-28,5	-45,5
Portugal	38,5	53,4	14,9
Roumanie	60,0	27	-33
Slovaquie	42,1	66,3	24,2
Slovénie	89,3	69,1	-20,2
Suède	-6,8	-46,7	-39,9
République tchèque	22,1	-57,4	-79,5
Royaume-Uni	-35,0	-38,2	-3,2
Zone euro 12 – 2007*	48,5	53,5	5
Zone euro 19 – 2017**	41,7	54,3	12,6
Hors zone euro 12 – 2007***	25,4	13,6	-11,8
Hors zone euro 19 – 2017****	21,9	-19,1	-41

Note : * Soit l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, la Grèce (à partir de 2001), l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne ; ** Soit la zone euro 12 + Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte, Slovaquie, Slovénie ; *** Soit Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, République tchèque, Royaume-Uni ; **** Soit Bulgarie, Croatie, Danemark, Hongrie, Pologne, Roumanie, Suède, République tchèque, Royaume-Uni.

Données : Eurobaromètre interactif, Commission européenne.

2 QUI SOUTIENT L'EURO ET POURQUOI ?

2.1 Comment expliquer l'attitude des citoyens envers l'intégration européenne ?

Avant de s'intéresser en particulier à la question de l'attitude des citoyens européens envers l'Union économique et monétaire et l'euro, un détour – même rapide – par la littérature étudiant l'opinion publique sur l'intégration européenne en général semble essentiel. Cela paraît pertinent pour deux raisons essentiellement. Tout d'abord, le champ de recherche s'intéressant aux attitudes des citoyens européens envers l'intégration européenne est particulièrement riche et nous pouvons aujourd'hui bénéficier des connaissances accumulées dans ce domaine depuis plusieurs décennies (Duchesne *et al.*, 2013 ; Van Ingelgom, 2014). Ensuite, la littérature portant sur la question spécifique du soutien à l'euro est plus récente et s'est largement réapproprié les approches théoriques développées par les chercheurs étudiant le soutien à l'intégration européenne en général.

Dans la littérature consacrée à l'opinion publique sur l'intégration européenne, trois approches se distinguent classiquement pour expliquer les variations dans l'attitude des citoyens à l'égard du processus d'intégration européenne. Il s'agit de l'approche utilitariste, l'approche identitaire et l'approche dite des *proxies* (Hooghe et Marks, 2005 ; Hobolt, 2012 ; Hobolt et De Vries, 2016). Nous présentons tour à tour ces trois approches, qui nous serviront ensuite par extension et par isomorphisme à développer nos propres hypothèses de recherche relatives au soutien à la monnaie unique.

2.1.1 L'approche utilitariste

Le processus d'intégration européenne a avant tout été dominé par un projet économique menant à une libéralisation des marchés en entendant favoriser la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux. De manière assez attendue dès lors, les études de l'opinion publique se sont d'abord tournées vers une approche utilitariste qui explique les variations dans le soutien des citoyens comme le résultat d'une analyse coût-bénéfice. L'idée de cette approche est que l'intégration européenne favorise certains individus, disposant d'un revenu ou d'un capital humain supérieur, et que ceux-ci seront donc plus favorables à l'intégration (Inglehart, 1970 ; Anderson et Reichert, 1996 ; Gabel, 1998a, 1998b ; Tucker *et al.*, 2002). En particulier, la libéralisation progressive des marchés a permis une plus importante mobilité pour les biens, les capitaux et les entreprises. Cela se traduit par une plus grande insécurité économique pour les travailleurs peu qualifiés, tandis que les travailleurs hautement qualifiés peuvent bénéficier des opportunités offertes par cette libéralisation. Neil Fligstein développe ainsi, sondages à l'appui, la thèse de la montée d'un conflit politique entre les bénéficiaires de l'intégration et les perdants de l'intégration européenne dans son ouvrage *Euroclash* (2008). Dans la même lignée, des études ont démontré

que les facteurs socio-économiques, ainsi que le niveau d'éducation, ont une influence significative sur le soutien à l'intégration européenne (Hakhverdian *et al.*, 2013).

La même approche utilitariste a également été appliquée au niveau national. Les attitudes des citoyens peuvent en effet également être influencées par des facteurs concernant l'ensemble du pays. Si un individu estime que son pays bénéficie du fait d'être un État membre de l'UE, alors on s'attend à ce que cet individu soit plus favorable à l'intégration européenne (Eichenberg et Dalton, 1993 ; Anderson et Kaltenthaler 1996). Cela peut être parce qu'un État membre est un bénéficiaire net du budget européen, ou parce que la situation économique nationale s'est améliorée.

Enfin et plus récemment, pour certains auteurs, la crise économique et financière pourrait avoir renforcé, dans les dernières années, la formation des attitudes sur base d'une analyse utilitariste (Hobolt et Wratil, 2015 ; Kuhn et Stoeckel, 2014). En effet, la crise a un impact sur la situation économique nationale ainsi que sur la situation individuelle des citoyens. Ces évolutions peuvent mener les individus à adopter une attitude plus critique envers les institutions européennes s'ils considèrent que celles-ci sont responsables de la situation et/ou s'ils ne leur font pas confiance pour améliorer la situation (Hobolt et Wratil, 2015).

2.1.2 L'approche identitaire

Au-delà de son importante composante économique, l'intégration européenne est également un processus qui efface en partie les frontières entre les différentes communautés nationales. En effet, la souveraineté étatique dans de nombreux domaines a été abandonnée et transférée au niveau européen. Dès lors, plusieurs auteurs ont suggéré que l'attachement des citoyens à leur nation et leurs perceptions des autres communautés sont des facteurs pouvant expliquer leurs attitudes envers l'intégration européenne (Carey, 2002 ; Diez-Medrano, 2003 ; McLaren, 2006). L'articulation entre identité nationale et identité européenne devient alors une problématique importante à saisir (Duchesne et Frogner, 1995, 2002, 2008). Dès lors, à partir du milieu des années 1990, deux courants de travaux coexistent donc dans le domaine des recherches européennes : il y a d'un côté ceux qui poursuivent des analyses en termes de soutien à l'intégration européenne, avec une attention particulière portée sur les logiques utilitaristes qui fonderaient les attitudes positives et négatives, et de l'autre côté ceux qui interrogent le développement possible de la dimension affective des attitudes à l'égard de l'Europe par une analyse portant sur le changement identitaire¹⁰. Il a ainsi été démontré que les individus concevant leur identité nationale comme

10. Il est intéressant de noter que le glissement conceptuel des approches utilitaristes vers les approches identitaires et le changement de problématique qui en découle s'est accompagné d'une évolution des indicateurs utilisés puisque la question dite de Moreno – « *vous sentez-vous seulement (national), (national) et Européen, Européen et (national), Européen seulement* » – est devenue une question standard des enquêtes Eurobaromètres à partir de 1992 (Duchesne, 2010).

exclusive¹¹ sont plus eurosceptiques, à l'inverse des personnes qui se reconnaissent dans une identité multiple incluant un sentiment d'appartenance européenne (Hooghe et Marks, 2004, 2005). De plus, les évolutions de l'intégration européenne lors des dernières décennies, avec l'introduction de la citoyenneté européenne par exemple, ont renforcé la pertinence de cette approche qui se révèle finalement aussi significative que les explications utilitaristes.

2.1.3 Approche par les proxies

Enfin, une troisième approche est fondée sur l'idée que l'intégration européenne est un processus trop complexe et éloigné des citoyens pour que ces derniers puissent se construire une opinion personnelle à son sujet. Ils ont donc recours à des *proxies*, ou signaux, pour combler leur manque d'information (Franklin *et al.*, 1994 ; Schneider et Weitsman, 1996 ; Anderson, 1998). Les principaux signaux que peuvent employer les citoyens proviennent de l'arène politique nationale, puisque la politique nationale retient bien plus leur attention que la politique européenne. Ils peuvent donc se référer aux positions des partis politiques ou aux contenus des médias nationaux. La satisfaction des citoyens à l'égard la démocratie en général ou à l'égard de leur gouvernement national peuvent également servir à se forger une opinion quant à l'intégration européenne. Cependant, la nature de cette relation entre évaluation de la politique nationale et formation d'une attitude sur l'Europe peut prendre deux directions tout à fait opposées. D'une part, un individu satisfait (ou mécontent) de la politique au niveau national peut tout simplement reporter sa satisfaction (ou son mécontentement) au niveau européen (Anderson, 1998 ; Kritzinger, 2003). À l'inverse, un individu critique au sujet de la politique nationale peut se montrer positif envers l'Europe si celle-ci lui apparaît comme une meilleure alternative. Le scénario exactement inverse étant également susceptible de se produire (Sanchez-Cuenca, 2000).

2.2 Quels sont les déterminants des attitudes des citoyens envers l'Union économique et monétaire et l'euro ?

Les travaux se consacrant spécifiquement aux attitudes des citoyens sur la question de l'euro sont parmi les héritiers des courants théoriques que nous venons de présenter. Cependant, la monnaie étant avant tout un élément qui relève du domaine de l'économie, la majorité des études se sont jusqu'ici focalisées sur l'approche utilitariste. Néanmoins, nous défendons ici l'idée que les trois approches peuvent être mobilisées afin d'expliquer le soutien des citoyens pour la monnaie unique. En effet, du point de vue qui est le nôtre, la monnaie unique est également un symbole et par là un vecteur de ce qu'il est convenu d'appeler l'eupéanisme banal. En effet, l'euro est entré dans le quotidien des

11. Une identité nationale est exclusive lorsqu'elle est définie par exclusion de toute autre identité territoriale. À l'inverse, un individu peut avoir une identité inclusive ou multiple, il peut se déclarer tout à la fois wallon, belge et européen par exemple.

Européens remplaçant leur monnaie nationale dans leur portefeuille mais aussi dans leur système de pensées et dans leur appréhension de la réalité économique. Le franc belge ou français est bien loin, l'euro lui est bien présent. Mais si l'euro est bien présent, cela ne signifie évidemment pas pour autant que le citoyen européen saisit toutes les subtilités de l'Union économique et monétaire. Nous proposons donc d'ajouter à la fois l'approche identitaire et l'approche dite des *proxies* en vue de comprendre qui soutient l'euro et pourquoi.

Tout d'abord, des variables macroéconomiques *objectives* telles que le taux de change (Hobolt et Leblond, 2009), le taux d'inflation, le taux de croissance et le niveau du chômage (Banducci *et al.*, 2009 ; Roth *et al.*, 2016) ont été mobilisées pour expliquer les variations du soutien à l'Union économique et monétaire et à l'euro. Des études similaires ont également été réalisées sur la question de l'attitude de l'opinion publique envers la Banque centrale européenne (Wälti, 2012 ; Roth *et al.*, 2014). Cependant, les mêmes auteurs reconnaissent qu'il y a une forte dimension *subjective* au niveau individuel puisque ce sont surtout les perceptions des individus concernant la situation économique nationale et leur situation personnelle qui sont importantes.

Hypothèse 1 : La perception de la situation économique individuelle et nationale permet d'expliquer l'attitude des individus envers l'euro. Plus un individu perçoit la situation économique comme étant mauvaise, moins il soutiendra l'euro.

Ensuite, nous avons déjà souligné que le contexte de la crise économique et financière a renforcé la formation des attitudes sur base d'analyses utilitaristes. L'évaluation que font les citoyens de la capacité de l'Union européenne à répondre à la crise ainsi que l'évaluation de leur situation professionnelle dans ce contexte difficile sont devenues des facteurs importants (Hobolt et Wratil, 2015).

Hypothèse 2 : La réaction de l'opinion publique face à la crise permet d'expliquer son attitude envers l'euro. Au plus un individu est confiant à la fois dans les capacités de l'UE et concernant sa situation personnelle, au plus il sera favorable à la monnaie unique.

L'approche identitaire est également pertinente concernant l'euro. En effet, une monnaie joue un rôle symbolique particulier dans la construction d'une identité. Dès lors, l'apparition d'une monnaie européenne peut être vue comme une menace contre cette identité nationale. À l'inverse, l'introduction de l'euro peut être vue par les individus possédant une identité inclusive, ou européenne, comme un important élément symbolique matérialisant cette identité (Risse, 2003).

Hypothèse 3 : L'attitude des citoyens envers l'euro peut être expliquée par leur identité subjective. Plus un individu a une identité nationale exclusive, moins il sera favorable à une monnaie européenne.

Enfin, les *proxies* peuvent également jouer un rôle. Une monnaie transnationale est un instrument particulièrement complexe et très peu de citoyens possèdent suffisamment de connaissances et d'expertise pour pouvoir se forger une opinion personnelle éclairée sur le sujet. Dès lors, ce manque d'information peut être comblé en utilisant des *proxies* provenant de l'arène politique nationale.

Si un individu a confiance dans les institutions politiques nationales, il aura tendance à également soutenir la monnaie unique.

Hypothèse 4 : L'attitude des citoyens envers la politique nationale peut expliquer leur attitude envers l'euro. Plus un individu fait confiance dans les institutions de son pays, plus il soutiendra la monnaie unique.

Ce détour par la littérature nous permet donc de construire quatre hypothèses distinctes permettant de saisir les déterminants du soutien à la monnaie unique des citoyens européens. La prochaine section vise à présenter les données, la méthode et l'opérationnalisation développées en vue de tester ces hypothèses sur le dernier Eurobaromètre disponible (Eurobaromètre 87.3, mai 2017).

3 DONNÉES, MÉTHODE ET OPÉRATIONNALISATION

Afin de mesurer le soutien à l'euro dans l'opinion publique, nous construisons notre variable dépendante¹² sur les réponses à la question suivante : « *Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre* », qui contient comme première proposition : « *Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro* ». Nous distinguons les individus répondant qu'ils sont « pour » de ceux répondant qu'ils sont « contre » la proposition d'une Union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro. Nous obtenons alors une variable de nature dichotomique, le modèle sera donc estimé en employant une régression logistique binaire. Toutes les données utilisées dans les modèles présentés ci-dessous proviennent de l'édition de mai 2017 des Eurobaromètres (numéro 87.3). L'échantillon analysé est composé des 26 464 répondants¹³ qui sont des ressortissants des 28 États membres de l'UE et qui se sont prononcés pour ou contre la monnaie unique¹⁴. Les variables indépendantes incluses dans ce modèle sont sélectionnées afin de tester nos quatre hypothèses et ainsi les trois grandes approches retenues : utilitariste, identitaire et *proxies*.

Tout d'abord, l'approche utilitariste classique (hypothèse 1) est représentée par deux variables qui mesurent à quel point la situation économique nationale et la situation professionnelle individuelle sont jugées de façon positive ou négative par les répondants. La question initiale est « *Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?* ». Parmi les propositions se trouvent « *La situation de l'économie nationale* » et « *Votre situation professionnelle* ». Les sondés ont le choix entre quatre réponses : « *Très bonne* », « *Plutôt bonne* », « *Plutôt mauvaise* » et « *Très mauvaise* ».

12. L'ensemble des variables sont décrites en annexe.

13. 34,6 % des répondants se déclarent « contre » la proposition d'une Union économique et monétaire avec une seule monnaie, tandis que 65,4 % des répondants se déclarent « pour ».

14. Les répondants provenant de pays qui ne sont pas membre de l'Union européenne ont été exclus de notre analyse, car les enquêtes Eurobaromètres sont également menées dans des pays comme la Turquie, la Suisse, la Norvège ou l'Islande. De plus, les individus ayant répondu « je ne sais pas » à la question concernant l'euro ont également été exclus de l'analyse.

Ensuite, l'approche utilitariste centrée sur l'impact de la crise (hypothèse 2) est également testée en recourant à deux variables. La première mesure la confiance qu'ont les individus dans les capacités de l'UE à défendre ses intérêts économiques. Les répondants devaient dire s'ils sont « *Tout à fait d'accord* », « *Plutôt d'accord* », « *Plutôt pas d'accord* » ou « *Pas du tout d'accord* » concernant la proposition suivante : « *L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale* ». La deuxième variable évalue le degré de pessimisme des citoyens face à l'avenir de la crise. Cette variable est obtenue grâce aux réponses à la question « *Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer ; d'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?* ».

L'approche identitaire (hypothèse 3) est testée à l'aide d'une seule variable qui se rapporte à la citoyenneté subjective, ou au sentiment d'appartenance, des sondés. La question posée est « *Vous voyez vous comme... ?* » et les répondants peuvent choisir entre « *[national] uniquement* »¹⁵, « *[national] et européen* », « *européen et [national]* » et « *européen uniquement* ». Cette formulation de la question – dite question Moreno – et de ses réponses possibles possède la qualité de présenter une gradation entre identité exclusive et identité inclusive (Duchesne et Frogier, 2002, 2008).

Enfin, partant du constat que les principaux *proxies* accessibles pour les citoyens proviennent de l'arène politique nationale, nous testons cette approche (hypothèse 4) avec une variable qui évalue la confiance des répondants pour leur gouvernement national. La question posée est la suivante : « *Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certains médias et certaines institutions. Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle.* », et parmi les propositions se trouve donc le gouvernement national.

Nous contrôlons également l'impact de l'âge, du sexe et du niveau d'éducation des répondants, ainsi que l'image qu'ils ont de l'UE¹⁶ et enfin le fait qu'ils aient ou non l'euro pour monnaie dans leur pays grâce à l'introduction d'une variable binaire.

4 RÉSULTATS

Les résultats de l'analyse statistique sont présentés dans le tableau 2. Au total, nous avons estimé neuf modèles de régressions logistiques. Faisant suite aux résultats de l'analyse descriptive produite dans la première partie de ce texte, les trois premiers considèrent les répondants provenant de l'ensemble de l'Union

15. Chaque répondant se voit proposer son identité nationale. Donc, s'il s'agit d'un répondant belge, les propositions sont « *belge uniquement* », « *belge et européen* » et « *européen et belge* ».

16. La question posée est « *En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?* ».

européenne, les trois suivants se concentrent sur les pays de la zone euro ¹⁷ et les trois derniers sur les pays hors zone euro ¹⁸. Pour chacune de ces trois populations, nous avons estimé trois modèles successifs : (1) le premier comprend uniquement les variables de l'approche utilitariste classique, (2) le deuxième ajoute les variables utilitaristes centrées sur la crise et (3) le troisième complète avec les approches identitaires et des *proxies*.

4.1 L'approche utilitariste classique : quand bénéficier de l'intégration européenne entre dans l'équation

Les résultats du premier modèle montrent bien que les citoyens adoptent une attitude différente vis-à-vis de l'euro en fonction de leur évaluation de la situation économique de leur pays et de leur situation personnelle (tableau 2, modèle 1). Le clivage entre les gagnants et les perdants du processus de libéralisation entrepris par l'intégration européenne permet donc d'expliquer pourquoi certaines personnes sont favorables à l'existence d'une monnaie unique tandis que d'autres personnes se déclarent contre cette idée. Nous constatons en effet, dans le modèle comprenant l'ensemble des répondants citoyens de l'UE, qu'une évaluation positive de la situation économique nationale et de la situation professionnelle individuelle est significativement liée à une attitude positive envers l'euro. Cette relation est même fortement significative si l'on considère uniquement les citoyens des États membres de la zone euro. Ces résultats confirment donc le bien-fondé de notre première hypothèse.

Cependant, nous remarquons également que le sens de cette relation est inversé dans les pays en dehors de la zone euro. Les répondants citoyens d'un État membre de l'UE n'utilisant pas l'euro comme monnaie sont moins susceptibles de soutenir la monnaie unique s'ils jugent que la situation économique de leur pays est favorable. Si ce résultat n'était pas initialement prévu par notre hypothèse héritée de l'approche utilitariste classique, il en respecte néanmoins la logique. En effet, si les individus construisent leur opinion sur base d'un calcul en termes de coûts et bénéfices, il est logique de préférer conserver le design monétaire s'il est jugé favorable à une bonne situation économique. C'est pourquoi les citoyens de pays utilisant l'euro sont favorables à la monnaie unique s'ils estiment que la situation économique est positive. C'est également pourquoi les citoyens de pays n'utilisant pas l'euro ne sont pas favorables à la monnaie unique s'ils estiment que la situation économique est positive. En résumé, loin d'infirmer notre hypothèse, ce résultat concernant la formation de l'opinion des individus hors de la zone euro 19 en confirme davantage la logique. De ce point de vue, il est également intéressant de noter que l'éducation joue un rôle différencié en fonction de la population étudiée. En effet, dans les pays membres de la zone euro 19, on constate qu'une éducation plus élevée entraîne un renforcement de l'appréciation positive de la monnaie unique. À l'inverse, cette relation est négative pour les pays non-membres de la zone euro, une éducation plus élevée allant de pair avec une propension plus élevée à se positionner contre la monnaie unique.

17. Ce qui correspond à 19 pays, soit 17 594 observations dans notre échantillon.

18. Ce qui correspond à 9 pays, soit 8870 observations dans notre échantillon.

Tableau 2. Résultats – Modèles de régressions logistiques (odds ratios) :
les déterminants du soutien à la monnaie unique)¹⁹
Données : Eurobaromètre numéro 87.3, mai 2017.

	UE			Zone euro 19			Hors zone euro		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
Évaluation économie nationale	1.071*	1.039	0.978	1.239**	1.171**	1.111*	0.905*	0.904	0.853**
Évaluation situation professionnelle	1.081*	1.060	1.051	1.232**	1.210**	1.199**	0.938	0.910	0.903*
Crise : capacité de l'UE		1.368**	1.370**		1.393**	1.394**		1.325**	1.330**
Crise : pessimisme		0.642**	0.680**		0.600**	0.642**		0.721**	0.749**
Citoyenneté subjective			1.557**			1.635**			1.448**
Confiance gouvernement			1.236**			1.232*			1.219*
Âge	0.999	1.000	1.000	1.006**	1.007**	1.008**	0.991**	0.993**	0.993*
Sexe (femme=1)	0.891*	0.929	0.950	0.925	0.946	0.976	0.812**	0.863	0.877
Niveau d'éducation	1.015	1.011	0.996	1.074**	1.072**	1.057**	0.948**	0.937**	0.925**
Image UE	2.408**	2.128**	1.989**	2.406**	2.111**	1.940**	2.309**	2.068**	1.980**
Eurozone	7.225**	7.115**	7.155**						
Constante	0.025**	0.021**	0.014**	0.046**	0.040**	0.025**	0.154**	0.121**	0.083**
Nagelkerke R ²	0.326	0.333	0.348	0.208	0.237	0.255	0.169	0.183	0.199
Cox & Snell R ²	0.236	0.241	0.251	0.135	0.154	0.165	0.125	0.136	0.148

19. Les odds ratios associés à une p-valeur inférieure à 0.01 sont notés *, tandis que les coefficients associés à une p-valeur inférieure à 0.001 sont notés **. La liste complète des variables se trouve en annexe ainsi que leurs statistiques descriptives.

4.2 L'approche utilitariste centrée sur l'impact de la crise : quand la crise joue un rôle

Dans ce deuxième modèle, nous voulons tester l'impact spécifique de la crise économique et financière sur la formation des opinions utilitaristes (tableau 2, modèle 2). On pourrait avancer que les changements engendrés par la crise dans la réalité économique vécue par les individus sont pris en compte dans les variables « évaluation de la situation économique nationale » et « évaluation de la situation professionnelle individuelle ». Dans ce cas, l'approche utilitariste classique suffirait pour expliquer le niveau de soutien pour l'euro dans l'opinion publique. Cependant, nous avons déjà noté que la crise pouvait avoir une influence significative en renforçant la logique de calcul coûts/bénéfices dans la formation des attitudes des citoyens. Nos résultats confirment en effet l'impact majeur de la crise sur le soutien à la monnaie unique (Hobolt et Wratil, 2015). Quelle que soit la population considérée (UE, zone euro 19 ou hors zone euro), une plus grande confiance dans les capacités de l'UE à défendre ses intérêts économiques par rapport à l'économie mondialisée est fortement liée à une attitude favorable à l'euro. À l'inverse, un plus important pessimisme concernant l'impact encore à venir de la crise sur le marché de l'emploi est associé à une attitude défavorable à l'euro. Ces deux relations sont toujours fortement significatives, alors même que l'on continue à inclure les variables utilitaristes classiques dans le modèle. L'hypothèse 2 est donc également confirmée.

En d'autres termes, et cette conclusion peut s'avérer alarmante, lorsque la monnaie unique est associée à des résultats économiques positifs, cela entraîne un niveau de soutien plus important chez les citoyens de la zone euro mais cela n'a pas d'impact chez les citoyens hors zone euro puisque ces derniers évaluent avant tout leur économie nationale (approche utilitariste classique). Cependant, lorsque l'euro est associé à des résultats économiques négatifs, comme lors de la crise, cela entraîne un déclin dans le soutien à la fois des citoyens de la zone euro et hors zone euro.

De plus, nous remarquons que la distinction entre les pays de la zone euro 19 et ceux n'en faisant pas partie n'est pas la même que pour l'approche utilitariste classique. Ici, nous observons que l'influence de la crise sur le soutien à la monnaie unique a le même effet quelle que soit la monnaie en circulation dans le pays du répondant.

4.3 Les approches identitaires et par proxies : quand la socialisation politique entre dans la danse

L'union économique et monétaire et l'euro représentent une part très importante dans le processus d'intégration économique européenne. Dans ce cas, étant donné que la monnaie relève avant tout du domaine économique, on pourrait s'attendre à ce que l'approche utilitariste soit encore plus pertinente pour expliquer l'opinion publique sur l'euro qu'elle ne l'est pour expliquer l'opinion sur l'ensemble de l'intégration européenne. C'est le raisonnement qu'ont fait de

nombreux chercheurs, en incluant uniquement des considérations de nature utilitariste dans leur explication du soutien populaire à l'euro (Hobolt et Leblond, 2009 ; Banducci *et al.*, 2009 ; Roth *et al.*, 2016).

Cependant, en vue d'élargir notre compréhension du soutien à la monnaie unique et de saisir les mécanismes relevant des processus de socialisation politique, nous avons fait le choix d'inclure dans nos hypothèses les deux autres principales approches expliquant les attitudes sur l'intégration européenne en général : l'approche identitaire et l'approche dites des *proxies*. En les incluant dans un modèle qui contient déjà les variables utilitaristes classiques et celles évaluant l'impact de la crise, nous sommes en mesure de vérifier si ces deux approches sont également pertinentes dans le cas de l'euro (tableau 2, modèle 3).

Les résultats de notre analyse sont particulièrement clairs, autant l'identité des sondés que leur recours à des *proxies* permettent également d'expliquer leur attitude envers la monnaie unique. Dans l'ensemble des trois zones comparées (UE, zone euro 19 et hors zone euro), la citoyenneté subjective et la confiance dans le gouvernement national sont fortement liées à une attitude favorable vis-à-vis de l'euro. Autrement dit, d'une part, plus un individu présente une identité inclusive et/ou européenne, plus il sera enclin à être favorable à l'UEM ainsi qu'à la monnaie unique. D'autre part, si un citoyen a confiance dans son gouvernement national, il sera plus enclin à être favorable à l'UEM et à l'euro. Les hypothèses 3 et 4 sont donc également vérifiées.

Ces résultats apportent une véritable plus-value à la majorité des recherches qui étudient le soutien à l'euro en termes utilitaristes uniquement. Nous avons montré dans un premier temps que cette approche, centrée ou non sur l'impact de la crise, était bien fondée. Nous démontrons maintenant qu'elle ne permet pas d'écarter l'importance des approches identitaires et des *proxies*.

Tout d'abord, l'identité des individus a un réel impact sur leur attitude. Ceci démontre que la monnaie unique est un instrument symbolique tout autant qu'économique. En effet, l'euro est parmi les premiers éléments cités par les citoyens pour représenter l'Union européenne²⁰ et lorsqu'il faut citer les résultats les plus positifs de l'intégration²¹. Ainsi, la formation de l'opinion d'un individu sur l'euro peut être imperméable aux considérations économiques et reposer plutôt sur une question d'identité et de sentiment d'appartenance. Une personne possédant une identité nationale exclusive peut considérer la monnaie unique comme une menace pour son identité. À l'inverse, une personne avec une identité inclusive, ou même avec une identité européenne, pourra voir dans cette monnaie un élément symbolique constitutif de cette identité.

20. L'euro est le deuxième élément le plus cité (33,4 %) après la liberté de voyager, étudier et travailler à l'étranger (53,9 %). Ces chiffres proviennent des réponses à la question « *Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?* », à laquelle les sondés pouvaient donner autant de réponses qu'ils le souhaitent.

21. L'euro, avec 8,6 %, arrive en troisième position derrière la paix entre les états membres (34,6 %) et les libertés de circulation (28,6 %). Ces chiffres proviennent des réponses à la question « *Parmi les résultats suivants de l'UE, lequel est le plus positif ? Premièrement ?* », à laquelle les sondés ne pouvaient donner qu'une seule réponse.

Ensuite, l'importance de l'usage des *proxies* par les citoyens pour forger leur opinion n'est pas à sous-estimer. L'euro est une réalisation sans précédent ni équivalent contemporain qui est d'une très grande complexité. Les citoyens européens peuvent se sentir démunis à l'heure de se forger une opinion éclairée sur un tel objet *sui generis*. La solution peut alors résider dans l'usage de *proxies*. C'est-à-dire que les individus vont transposer leur attitude vis-à-vis d'institutions politiques plus proches d'eux sur la question de l'euro. Une personne n'ayant pas confiance en son gouvernement national pourra, par ricochet, être également défavorable à la monnaie européenne.

CONCLUSION : QUELLE CRISE DU SOUTIEN À L'EURO ?

La question du soutien des citoyens à la monnaie unique européenne est cruciale. La nature même de l'euro rend sa légitimité et son existence dépendantes du niveau de soutien politique et populaire dont il bénéficie. De ce point de vue, les dernières années ont été marquées par des crises financières, économiques et monétaires successives qui n'ont pas épargné la zone euro. Dans de telles conditions, les questions de la légitimité et de l'avenir même de la monnaie unique sont devenues particulièrement saillantes.

Face à ce constat, il est étonnant de noter que peu de travaux se sont attelés à l'étude des attitudes des citoyens face à l'euro. C'est à ce manquement que cet article proposait de répondre. Nous voulions apporter des réponses à trois interrogations. Tout d'abord, l'opinion est-elle majoritairement europhile ou eurosceptique, et cela a-t-il évolué avec la crise ? Ensuite, comment peut-on expliquer le soutien à la monnaie unique chez les citoyens ? Enfin, la crise a-t-elle entraîné un changement dans les variables expliquant le soutien à l'euro ?

Dans un premier temps, notre analyse descriptive a permis de montrer que l'opinion publique a toujours été majoritairement positive envers l'euro de 1992 à aujourd'hui. De plus, le niveau de soutien est en moyenne plus élevé dans les pays utilisant cette monnaie que dans les pays ayant conservé leur monnaie nationale. Nous avons également montré que, si la crise a bien eu un impact, celui-ci demeure relativement limité, corroborant ainsi les études antérieures (Hobolt et Leblond, 2014 ; Roth *et al.*, 2016). En comparant le niveau de soutien net avant et après la crise, nous observons que ce sont surtout les pays hors zone euro qui ont connu un déclin du soutien.

Dans un deuxième temps, nous avons étudié les facteurs pouvant expliquer l'attitude des citoyens, en nous basant sur les théories relatives au soutien à l'intégration européenne en général. Cette stratégie différencie notre travail de la majorité des études existantes qui considèrent uniquement les facteurs économiques. En effet, nous ajoutons à l'hypothèse utilitariste les approches de l'identité et des *proxies*, deux hypothèses qui ont été largement confirmées quant à la question de l'intégration européenne en général. Et les résultats de notre analyse viennent appuyer notre propos. Nous avons démontré que l'identité des individus et leur usage des *proxies* sont également

des facteurs pertinents dans l'explication du soutien à la monnaie unique européenne.

Enfin, la dernière interrogation se rapportait à l'impact de la crise. Notre analyse a montré que l'évaluation que font les individus de l'impact de la crise est particulièrement significative pour expliquer le soutien à l'euro. L'effet de la crise se distingue même de l'approche utilitariste classique puisque, dans ce cas, le même mécanisme est présent tant chez les citoyens de pays de la zone euro que des pays hors zone euro.

L'ensemble de ces résultats témoignent du soutien des citoyens européens à la monnaie unique au sein des pays de la zone euro, soutien qui peut être perçu comme le prérequis au fonctionnement même de la monnaie européenne dans une « communauté de destin » (De Grauwe, 2014, p. 133). L'euro – pièce maîtresse de la construction européenne tant du point de vue utilitariste que symbolique – est encore et toujours soutenu par les citoyens européens, et ce malgré la crise économique et monétaire qui a secoué le continent européen et par là même l'Union économique et monétaire et la monnaie unique. Ainsi, si ce qui tient l'Union économique et monétaire ensemble c'est bien la volonté politique de faire perdurer la monnaie unique (Roth *et al.*, 2016), ce soutien citoyen est la condition nécessaire à sa survie en temps de crise.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON, C.J. (1998), « When in doubt, use proxies: attitudes toward domestic politics and support for European integration », *Comparative Political Studies*, 31(5), 569-601.
- ANDERSON, C.J., KALTENHALER, K. (1996), « The dynamics of public opinion toward European integration, 1973-1993 », *The Journal of International Relations*, 2(2), 175-199.
- ANDERSON, C.J., REICHERT, S. (1995), « Economic benefits and support for membership in the EU: a cross-national analysis », *Journal of Public Policy*, 15(3), 231-249.
- BANDUCCI, S.A., KARP, J.A., LOEDEL, P.H. (2003), « The euro, economic interests, and multi-level governance : examining support for the common currency », *European Journal of Political Research*, 42(5), 685-703.
- BANDUCCI, S.A., KARP, J.A., LOEDEL, P.H. (2009), « Economic interests and public support for the euro », *Journal of European Public Policy*, 16(4), 564-581.
- BELOT, C., VAN INGELGOM, V. (2015), « Les attitudes européennes ont-elles enfin joué un rôle dans les élections au Parlement européen ? », *European Journal of Social Science*, 53(1), 49-78.
- BRACK, N. (2018), *Opposing Europe in the European Parliament. Rebels and Radicals in the Chamber*, London, Palgrave Macmillan.
- BRACK, N., STARTIN, N. (2015), « Euroscepticism: from the Margins to the Mainstream », *International Political Science Review*, 36(3), 239-249.
- CAREY, S. (2002), « Undivided loyalties: is national identity an obstacle to European integration? », *European Union Politics*, 3(4), 387-413.

- COSTA, O., ROGER, A., SAURUGGER, S. (2008), « Les remises en cause de l'intégration européenne. Introduction », *Revue internationale de politique comparée*, 15(4), 533-539.
- GRAM, L. (2009), 'Introduction: banal Europeanism: European Union identity and national identities in synergy', *Nations and Nationalism*, 15(1), 101 - 108
- DE GRAUWE, P. (2014), *Economics of Monetary Union*, Oxford, Oxford University Press.
- DIEZ MEDRANO, J. (2003), *Framing Europe. Attitudes to European integration in Germany, Spain and the United Kingdom*, Princeton/Oxford, Princeton University Press.
- DUCHESNE, S. (2010), « L'identité européenne, entre science politique et science-fiction. Introduction », *Politique européenne*, 30(1), 7-16.
- DUCHESNE, S., FROGNIER, A.-P. (1995), « Is there a European identity? », in O. Niedermayer, R. Sinnott (Eds.), *Public Opinion and International Governance*, Oxford, Oxford University Press.
- DUCHESNE, S., FROGNIER, A.-P. (2002), « Sur les dynamiques sociologiques et politiques de l'identification à l'Europe », *Revue française de science politique*, 52(4), 355-374.
- DUCHESNE, S., FROGNIER, A.-P. (2008), « National and European identifications: a dual relationship », *Comparative European Politics*, 6, 143-168.
- EICHENBERG, R.C., DALTON, R.J. (1993), « Europeans and the European Community: the dynamics of public support for European integration », *International Organization*, 47(4), 507-534.
- FRANKLIN, M., MARSCH, M., McLAREN, L. (1994), « Uncorking the bottle: popular opposition to European unification in the wake of Maastricht », *Journal of Common Market Studies*, 32(4), 455-472.
- FLIGSTEIN, N. (2008). *Euroclash. The EU, European Identity and the Future of Europe*, Oxford, Oxford University Press.
- GABEL, M. (1998a), « Public support for European integration: an empirical test of five theories », *Journal of Politics*, 60(2), 333-354.
- GABEL, M. (1998b), « Economic integration and mass politics: Market liberalization and public attitudes in the European Union », *American Journal of Political Science*, 42(3), 936-953.
- GÄRTNER, M. (1997), « Who wants the euro – and why? Economic explanations of public attitudes towards a single European currency », *Public Choice*, 93(3-4), 487-510.
- HAKHVERDIAN, A., VAN ELSAS, E., VAN DER BRUG, W., KUHN, T. (2013), « Euroscepticism and education: a longitudinal study of 12 EU member states », *European Union Politics*, 14(4), 522-541.
- HOBOLT, S.B. (2012), « Public opinion and integration », in E. Jones, A. Menon, S. Weatherill (Eds.), *The Oxford Handbook of the European Union*, Oxford, Oxford University Press.
- HOBOLT, S.B., DE VRIES, C.E. (2016), « Public support for European integration », *Annual Review of Political Science*, 19, 413-432.
- HOBOLT, S.B., LEBLOND, P. (2009), « Is my crown better than your euro?: Exchange rates and public opinion on the european single currency », *European Union Politics*, 10(2), 202-225.

- HOBOLT, S.B., WRATIL, C. (2015), « Public opinion and the crisis: the dynamics of support for the euro », *Journal of European Public Policy*, 22(2), 238-256.
- HOOGHE, L., MARKS, G. (2004), « Does identity or economic rationality drive public opinion on European integration? », *Political Science and Politics*, 37(3), 415-420.
- HOOGHE, L., MARKS, G. (2005), « Calculation, community and cues: public opinion on European integration », *European Union Politics*, 6(4), 419-443.
- INGLEHART, R.F. (1970), « Cognitive mobilization and European identity », *Comparative Politics*, 3(1), 45-70.
- KALTENTHALER, K., ANDERSON, C.J. (2001), « Europeans and their money: explaining public support for the common European currency », *European Journal of Political Research*, 40(2), 139-170.
- KITZINGER, S. (2003), « The influence of the nation-state on individual support for the European Union », *European Union Politics*, 4(2), 219-241.
- KUHN, T., STOECKEL, F. (2014), « When European integration becomes costly: the euro crisis and public support for European economic governance », *Journal of European Public Policy*, 21(4), 624-641.
- McLAREN, L. (2006), « Explaining mass-level euroscepticism: identity, interests and institutional distrust », *Acta Politica*, 42, 233-251.
- RISSE, T. (2003), « The Euro between national and European identity », *Journal of European Public Policy*, 10(4), 487-505.
- ROTH, F., GROS, D., NOWAK-LEHMANN, F. (2014), « Crisis and citizens' trust in the European Central Bank: Panel data evidence for the euro area, 1999-2012 », *Journal of European Integration*, 36(3), 303-320.
- ROTH, F., JONUNG, L., NOWAK-LEHMANN, F. (2016), « Crisis and public support for the euro, 1990-2014 », *Journal of Common Market Studies*, 54(4), 944-960.
- SANCHEZ-CUENCA, I. (2000), « The political basis of support for European integration », *European Union Politics*, 1(2), 147-171.
- SCHNEIDER, G., WEITSMAN, P.A. (1996), « The punishment trap: integration referendums as popularity contests », *Comparative Political Studies*, 28(4), 582-607.
- TUCKER, J.A., PACEK, A.C., BERINSKY, A.J. (2002), « Transitional winners and losers: attitudes toward EU membership in post-communist countries », *American Journal of Political Science*, 46(3), 557-571.
- VAN INGELGOM, V. (2014), *Integrating Indifference. A comparative, qualitative and quantitative approach to the legitimacy of European integration*, Colchester, ECPR Press.
- VASILOPOULOU, S. (2013), « Continuity and Change in the Study of Euroscepticism: Plus ça change? », *Journal of Common Market Studies*, 51, 153-168.
- WÄLTJ, S. (2012), « Trust no more? The impact of the crisis on citizens' trust in central banks », *Journal of International Money and Finance*, 31, 593-605.